

LA VIE ASSOCIATIVE EN OUTRE-MER

**reconnaître
soutenir
visibiliser**

Guyane

Guadeloupe

La Réunion

Martinique

Mayotte





LA VIE ASSOCIATIVE EN OUTRE-MER

reconnaître
soutenir
visibiliser



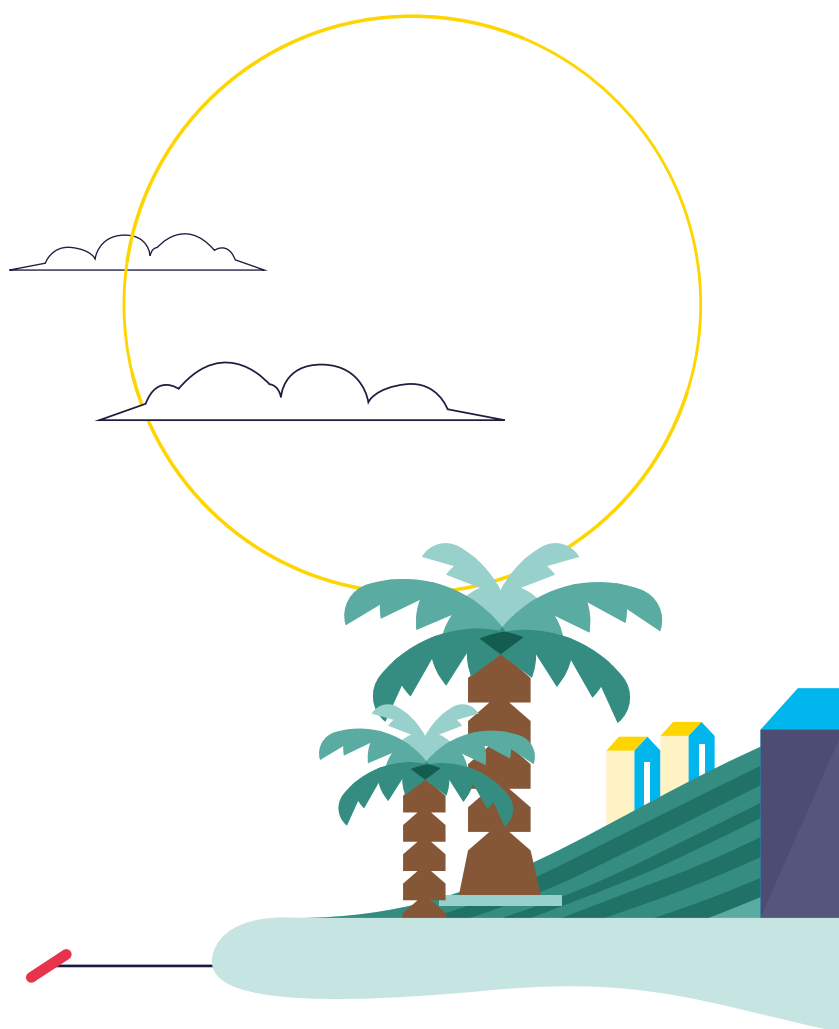
**LE MOUVEMENT ASSOCIATIF,
PORTE-VOIX DE LA VIE ASSOCIATIVE**

**Le Mouvement associatif représente
plus d'1 association sur 2 en France.**

Par le biais de ses membres,
Le Mouvement associatif couvre
différents champs d'activités
(sport, culture, jeunesse, éducation
populaire, solidarité internationale,
sanitaire, social, environnement...)
et est **présent dans 14 régions françaises.**

Son ambition est de permettre aux
associations de faire mouvement
pour favoriser le développement d'une
politique de vie associative à la hauteur
des enjeux et pour **tendre vers une société
plus juste, plus durable et plus humaine.**

www.lemouvementassociatif.org





SOMMAIRE

ÉDITO	4
LES RÉALITÉS DE LA VIE ASSOCIATIVE EN OUTRE-MER	6
5 AXES • 18 PROPOSITIONS POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX ULTRAMARINS	8
LES APPORTS DE L'ACTION ASSOCIATIVE ULTRAMARINE EN 5 EXEMPLES CONCRETS	10
 LA RONDE UFOLEPIENNE Guadeloupe	
 DISTRIBUTION SOLIDAIRE en Guyane	
 CONSERVATION DE MILIEUX NATURELS La Réunion	
 EMPOWERFANM Martinique	
 MOBILITÉ SOLIDAIRE Mayotte	



FAIRE MOUVEMENT POUR LES ASSOCIATIONS ULTRAMARINES

**CONFORMÉMENT
À SA MISSION DE
PORTE-VOIX DE LA
VIE ASSOCIATIVE,
LE MOUVEMENT
ASSOCIATIF AGIT
POUR RENDRE COMPTE
DES RÉALITÉS
ET DES SPÉCIFICITÉS
DES ASSOCIATIONS
SUR L'ENSEMBLE DU
TERRITOIRE NATIONAL,
INCLUANT PLEINEMENT
LE TISSU ASSOCIATIF
ULTRAMARIN.**

Depuis près de dix ans, cette ambition se traduit par un engagement renforcé en Outre-mer, soutenu notamment par le Ministère des Outre-mer, afin de mieux représenter et faire entendre les enjeux propres à ces territoires.

Plusieurs étapes structurantes ont permis de consolider cette dynamique :

- En 2017, Le Mouvement associatif de La Réunion s'est constitué autour de la signature d'une Charte d'Engagements Réciproques avec l'État et les collectivités territoriales, marquant une volonté partagée de structurer et de renforcer la vie associative locale.
- Dès 2022, une délégation nationale s'est rendue en Martinique et en Guadeloupe, puis en 2025 en Guyane, afin de mieux appréhender les réalités de terrain et d'établir un état des lieux partagé des enjeux de la vie associative ultramarine.
- En 2024, dans le prolongement de ces travaux, un Mouvement associatif s'est constitué en Martinique.

Ces échanges et déplacements ont permis de mettre en évidence un constat partagé : si la vie associative ultramarine est particulièrement riche, engagée et innovante, elle est aussi confrontée à des difficultés structurelles qui appellent des réponses adaptées et renforcées.

C'est pourquoi Le Mouvement associatif, en s'appuyant sur la diversité des réseaux qui le composent et des partenaires avec lesquels il collabore, a souhaité contribuer à une meilleure reconnaissance des spécificités de la vie associative en Outre-mer.

Dans cet objectif, un espace d'échange inter-associatif Outre-mer a été constitué afin de favoriser la coopération, la mise en commun des analyses et la formulation de propositions partagées. Cette démarche collective repose sur une conviction forte : mieux connaître les réalités de terrain est indispensable pour mieux accompagner les associations et renforcer leur capacité d'action.

“ Nous souhaitons contribuer à une meilleure reconnaissance des spécificités de la vie associative en Outre-mer. ”

Les premiers travaux de cet espace ont rapidement identifié des enjeux communs aux départements et régions d'Outre-mer : des besoins accrus en formation des dirigeants bénévoles et salariés, des difficultés d'accès aux cofinancements, des enjeux d'attractivité de l'emploi associatif, ainsi qu'un besoin renforcé d'accompagnement aux spécificités et aux valeurs du modèle associatif.

La dynamique collective se poursuit et réunit aujourd'hui de nombreuses organisations nationales et territoriales engagées en Outre-mer, parmi lesquelles des réseaux d'éducation populaire, de solidarité, de sport, d'action sociale, de défense de l'environnement ou encore d'inclusion. Leur mobilisation commune témoigne d'une conviction partagée : la vitalité du tissu associatif ultramarin est un levier essentiel de cohésion sociale et de développement des territoires.

Ce travail commun conduit aujourd'hui à la publication d'un plaidoyer visant à mieux faire connaître les réalités de la vie associative ultramarine et à contribuer à l'émergence de réponses adaptées, construites avec et pour les acteurs de terrain. Il a vocation à nourrir le dialogue avec les pouvoirs publics, mais aussi à permettre aux acteurs concernés, impliqués ou non dans la démarche, de s'en saisir pour le relayer et le décliner à différentes échelles.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Composition de l'espace d'échange inter-associatif animé par Le Mouvement associatif

12 associations ultra-marines :

Guadeloupe Admin FAS • APF Guadeloupe
Guyane Centre social Roura • Guyane
La Réunion Centres sociaux Granddir 97 • CRAJEP Réunion
FASOI • Fédération Péi (centres sociaux) Réunion
Fondation pour le logement Réunion
Le Mouvement associatif Réunion
Martinique La ligue de l'enseignement Martinique
Le Mouvement associatif Martinique
Mayotte Réseau EED 976

17 associations nationales qui agissent en Outre-mer :

CEMEA • la Ligue de l'Enseignement • Fédération des centres sociaux
CNOSF • FNE • Familles rurales • Collectif Mentorat
Fédération des acteurs de la solidarité • Emmaüs France
Fédération française des banques alimentaires • FRENE • APF
France Handicap • La Croix-Rouge française • CNAJEP • Animafac
Fédération des acteurs de la solidarité • UFCV

LES RÉALITÉS DE LA VIE ASSOCIATIVE EN OUTRE-MER

Les territoires ultramarins présentent des réalités sociales, économiques, géographiques et environnementales spécifiques qui nécessitent des réponses adaptées et de proximité. Dans ce contexte, les associations occupent une place singulière. Elles constituent souvent le premier relais de solidarité, d'accompagnement et de mobilisation citoyenne auprès des habitants et habitantes.

Parce qu'elles sont profondément ancrées dans leurs territoires, les associations ultramarines contribuent à répondre à des besoins essentiels, à renforcer la cohésion sociale et à soutenir le développement local. Elles jouent également un rôle déterminant dans la prévention des fragilités, la gestion des crises et la préservation des patrimoines naturels et culturels.

Pourtant, malgré leur dynamisme et leur utilité sociale reconnue, ces associations évoluent dans un environnement marqué par des contraintes spécifiques qui peuvent freiner leur développement et leur structuration. Mieux reconnaître leur rôle et renforcer leur accompagnement constitue donc un enjeu majeur pour répondre aux défis auxquels font face les territoires d'Outre-mer.

POUR MIEUX COMPRENDRE

UN SENTIMENT PERSISTANT D'ABANDON ET D'INVISIBILITÉ

Vie chère, modèles économiques contraints, taux de chômage élevés, départ des jeunes diplômés, difficultés d'accès aux droits, crises environnementales et climatiques ou encore éloignement géographique : les défis auxquels sont confrontés les habitantes et habitants des territoires ultramarins sont nombreux. Ces difficultés nourrissent un sentiment persistant d'abandon et d'invisibilité vis-à-vis des pouvoirs publics nationaux. À cela s'ajoutent, dans certains territoires, des phénomènes préoccupants de délinquance et de violence qui fragilisent davantage le tissu social et renforcent les inégalités.

LES ASSOCIATIONS, UNE RÉPONSE CONCRÈTE ET ADAPTÉE AUX RÉALITÉS LOCALES

Face à ces enjeux, les associations sont souvent en première ligne. Ancrées dans leur territoire et au plus près des populations, elles apportent des réponses concrètes, réactives et adaptées aux besoins locaux. Leur rôle a notamment été déterminant à la suite du passage de l'ouragan Chido à Mayotte, lors de la crise sanitaire avec la

création de Kaz'Asso à La Réunion, dans la préservation de la forêt amazonienne en Guyane ou encore dans l'accompagnement des victimes du chlordécone aux Antilles. Ces exemples illustrent la capacité du monde associatif ultramarin à innover, à mobiliser les solidarités et à répondre à des enjeux majeurs souvent insuffisamment pris en compte.

UN TISSU ASSOCIATIF DYNAMIQUE, PILIER DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La vitalité du tissu associatif ultramarin n'est plus à démontrer. Les associations sont des actrices incontournables de la vie des territoires d'Outre-mer et participent quotidiennement à l'animation de la vie locale, à l'accompagnement des populations et au développement économique.

LA COMPLÉMENTARITÉ ESSENTIELLE ENTRE ACTION ASSOCIATIVE ET SERVICE PUBLIC

Les associations ultramarines travaillent en partenariat avec les pouvoirs publics pour apporter des réponses de proximité, fines et adaptées aux enjeux des territoires et des populations. Mais cette capacité

d'action est aujourd'hui fragilisée par la baisse des financements publics : garantir des réponses à la hauteur des besoins suppose de donner aux associations les moyens d'agir et de renforcer leur partenariat avec les collectivités, dans une logique de coopération et de co-construction des politiques publiques.

UN BESOIN RENFORCÉ D'ACCOMPAGNEMENT ET DE STRUCTURATION

Les échanges menés en Martinique, en Guadeloupe, à La Réunion et en Guyane font apparaître un constat partagé : les structures d'appui au développement de la vie associative et les têtes de réseau ont besoin d'être soutenues et pour permettre l'accompagnement et le renforcement des associations locales.

Si le tissu associatif ultramarin se distingue par sa richesse, son engagement et sa capacité d'innovation, les dynamiques fédératives demeurent souvent plus fragiles et les besoins d'accompagnement plus importants. Les associations expriment notamment des attentes fortes en matière d'ingénierie, de structuration, de formation, d'accès aux financements et de mise en réseau.

**En Guadeloupe,
en Martinique,
en Guyane et à
La Réunion, on dénombre :**

46 500

associations

239 000

bénévoles

49 560

salariés associatifs

représentant plus de **12 %**
de l'emploi privé dans ces territoires
(contre une moyenne nationale de **9 %**)

Source : d'après les chiffres 2025
recherches-solidarites.org/dans-les-departements/

**Ces chiffres témoignent
du poids économique du secteur
associatif mais également de son rôle
essentiel dans la cohésion sociale
et le maintien du lien de proximité.**

**Pourtant, elles sont
de + en + fragilisées
économiquement :**

1/3

des associations ont
une trésorerie de moins de 3 mois

4 ASSOS SUR 10

doivent renoncer à des activités

50 %

ont perdu des subventions publiques

Elles sont

2 FOIS

plus nombreuses à fermer

90 000

emplois associatifs sont menacés

Source : Enquête sur la santé financière des associations, octobre 2025
https://lemouvementassociatif.org/wp-content/uploads/2025/10/LMA_note_enquete_sante_financiere_des_assos_11102025.pdf

**Les associations sont présentes
dans tous les champs d'action.
Par exemple, elles représentent :**

+90 %

des clubs sportifs

50 %

des structures d'aides à
domicile

50 %

des centres de loisirs

30 %

des EHPAD

40 %

des crèches

10 %

des établissements
hospitaliers

80 %

des établissements
d'enseignement
culturel

90 %

des établissements
d'accueil des enfants en
situation de handicap

Source : Kit asso du partenaire - https://lemouvementassociatif.org/wp-content/uploads/2022/12/LMA_kit_asso_partenaire-01.pdf

**En clair, sans elles, un certain nombre
de besoins essentiels de la population,
faisant partie des compétences attribuées
aux collectivités territoriales,
ne seraient pas couverts.**

À RETENIR

Soutenir les associations ultramarines, ce n'est pas seulement soutenir la vie associative. C'est une réponse directe aux défis sociaux, économiques, environnementaux et démocratiques propres aux territoires d'Outre-mer.

Renforcer leur accompagnement, leur visibilité et leurs capacités d'action constitue un levier essentiel pour répondre aux enjeux ultramarins et favoriser un développement territorial plus solidaire et plus durable.

C'est investir dans la cohésion sociale, l'accès aux droits, l'engagement citoyen, la transition écologique et le développement des territoires.

Au regard du rôle qu'elles jouent au quotidien et des défis auxquels elles répondent, les associations doivent être reconnues comme des partenaires stratégiques des politiques publiques en Outre-mer.

5 AXES

POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX ULTRAMARINS

18 PROPOSITIONS

1

RENFORCER LA COOPÉRATION POUVOIRS PUBLICS/ ASSOCIATIONS

Dans un contexte de transformation de l'action publique et de contraintes financières croissantes, la coopération entre collectivités et associations est plus que jamais essentielle. Actrices de proximité, porteuses d'expertise et d'innovation, les associations doivent être reconnues comme des partenaires à part entière dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques locales. Par leur ancrage territorial et leur proximité avec les populations, elles font émerger la parole citoyenne, notamment celle des personnes les plus éloignées des espaces de décision. Cette co-construction suppose un dialogue durable, des moyens adaptés, mais aussi la garantie des libertés associatives, condition indispensable à leur capacité d'initiative, d'interpellation et d'action.

PROPOSITIONS



1. Mettre en place une charte ultramarine des engagements réciproques, travaillée conjointement avec la Direction Générale des Outre-Mer (DGOM), adaptée au contexte et aux enjeux des territoires concernés.
2. Décliner localement la charte sur chaque territoire, voire chaque commune, sur la base d'une co-construction entre les acteurs associatifs et les acteurs publics locaux.
3. Inciter les collectivités ultramarines à la mise en place d'un conseil local de la vie associative pour instaurer de façon formelle un dialogue structuré, régulier, transparent et ouvert entre la commune et le tissu associatif local.

2

FAVORISER L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF LOCAL



ENJEUX

Les territoires ultramarins sont confrontés à des défis sociaux, économiques et démographiques plus marqués que dans l'hexagone, ce qui renforce la nécessité de disposer d'un tissu associatif structuré et dynamique pour y répondre. Dans ce contexte, favoriser l'engagement associatif permet de renforcer la capacité d'action des citoyens et citoyennes au service de l'intérêt général, de la cohésion sociale et du développement des territoires.

PROPOSITIONS



4. Permettre l'engagement bénévole des personnes les plus précaires à travers la mise en place d'un crédit d'impôt pour les frais bénévoles.
5. Renforcer la formation des bénévoles, notamment via le FDVA 1.
6. Valoriser le bénévolat lors des actions prévues par les collectivités (journées du bénévolat, forum d'associations...).

3

SIMPLIFIER L'ACTION ASSOCIATIVE



ENJEUX

Les associations subissent des contraintes importantes en matière de reporting et de multiplication d'appels à projets. Logiques de commandes publiques qui complexifient la gestion des associations et découragent les bénévoles à s'engager. Cette complexité renforce les tensions entre associations et pouvoirs publics et met en lumière un dialogue nécessaire pour aborder les contraintes administratives et les spécificités associatives.



PROPOSITIONS

7. **Renforcer les acteurs, dispositifs et les politiques publiques** qui accompagnent les associations au quotidien: Guid'Asso, Dispositif Local d'Accompagnement (DLA), les têtes de réseaux et associations d'accompagnement, les Maisons des associations.
8. **Faciliter la gestion administrative des associations** et les demandes de subventions: sur le modèle de la conférence des financeurs ou de l'appel à projet « *Accompagner les familles et développer le territoire* » (autrefois intitulé « *Dites-le nous une seule fois* ») proposé en Martinique.
9. **Permettre la mise en place de référents associatifs** au sein des collectivités ainsi que des référents Outre-mer au sein des services de l'État qui soient formés à ces enjeux.

4

DÉVELOPPER L'EMPLOI ASSOCIATIF



ENJEUX

Les associations ont de grandes difficultés dans leur fonction employeur. En 2025, on a vu l'emploi dans les associations diminuer fortement. Les suppressions d'emplois aidés accentuent ces difficultés alors que l'emploi dans les associations est particulièrement structurant en Outre-mer. Par ailleurs, le niveau de salaire dans les associations ajoute une difficulté supplémentaire en raison du coût de la vie, supérieur à l'hexagone.



PROPOSITIONS

10. **Travailler une politique de soutien à l'emploi associatif en Outre-mer** avec la création d'emplois d'utilité citoyenne et la mise en place d'un FONJEP Outre-mer à 12 000 € tenant compte de la vie chère, sans réduire le nombre de postes dédiés. Ces aides permettront de créer des emplois non délocalisables, utiles au territoire et de favoriser le maintien des compétences en Outre-Mer.
11. **Valoriser l'attractivité des emplois associatifs:** avec l'organisation d'événements dédiés à l'emploi associatif, la mise en place de référentiels métiers, le développement, portails d'information...
12. **Adapter les emplois aux spécificités ultramarines:** en développant des fonds spécifiques de formation dans les Outre-mer en lien avec les OPCO, en mettant en place des aides à la mobilité et à l'hébergement de jeunes salariés.
13. **Développer le dispositif Prev'Asso qui vise à accompagner les associations employeuses** confrontées à une situation de crise financière, afin de sauvegarder leurs projets associatifs et de préserver le maximum d'emplois, comme à La Réunion.

5

SOUTENIR LE FINANCEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES ASSOCIATIONS



ENJEUX

Les baisses de financement ont très largement fragilisé le tissu associatif tandis que dans le même temps, les besoins n'ont eu de cesse d'augmenter. Les associations sont fragilisées notamment dans leur trésorerie. Ce sujet est d'autant plus important en Outre-mer que certaines structures publiques ont de très forts retards de paiements et que les associations n'ont pas toujours de visibilité sur les calendriers et les critères d'attribution d'appels à projets.



PROPOSITIONS

14. **Apporter un soutien matériel** aux associations, notamment en matière de locaux.
15. **Renforcer et sécuriser le financement des associations:** convention pluriannuelle, subvention de fonctionnement, versement d'acomptes dès la notification du financement, paiement dans les délais.
16. **Avoir un financement clair et transparent:** développer les commissions mixtes d'attribution.
17. **Développer le mécénat territorial**
18. **Faciliter l'accès des associations** aux fonds européens

LES APPORTS DE L'ACTION ASSOCIATIVE ULTRAMARINE

en
5 EXEMPLES
CONCRETS



LA RONDE UFOLEPIENNE

Guadeloupe



DISTRIBUTION SOLIDAIRE

en Guyane



CONSERVATION DE MILIEUX NATURELS

La Réunion



EMPOWERFANM

Martinique



MOBILITÉ SOLIDAIRE

Mayotte



“ La ronde ufolepienne,
c’est l’occasion de se réunir
tous et puis de participer comme ça
à une belle manifestation. ”

Frédéric Dupont, Association As de cœur Vélo



LA RONDE UFOLEPIENNE

En Guadeloupe, la pratique du cyclisme s’inscrit dans un tissu associatif dynamique mais confronté à des enjeux d’accessibilité, de renouvellement des pratiquants et de promotion du sport pour tous. Dans ce contexte, les événements sportifs conviviaux jouent un rôle essentiel pour maintenir l’engagement des licenciés et attirer de nouveaux publics, notamment les jeunes et les familles.

La Ronde Ufolepienne de Guadeloupe est une randonnée cycliste organisée par l’UFOLEP Guadeloupe en lien avec des associations sportives locales. Elle marque traditionnellement le lancement de la saison cycliste UFOLEP et propose un événement non compétitif, ouvert à tous, centré sur la convivialité et la pratique sportive partagée.

OBJECTIFS

- Lancer la saison cycliste UFOLEP en Guadeloupe
- Favoriser la pratique du vélo pour tous les publics
- Renforcer la dynamique associative et interclubs sur le territoire

ACTIONS RÉALISÉES

- Organisation d’une randonnée cycliste sur les routes locales avec plusieurs niveaux de pratique
- Mobilisation d’associations sportives affiliées et de bénévoles
- Participation de cyclistes licenciés et non licenciés dans une logique d’ouverture
- Mise en place d’un moment convivial autour de l’événement (accueil, échanges, animation associative)

PUBLICS CONCERNÉS

- Licenciés UFOLEP (adultes et jeunes)
- Pratiquants réguliers de cyclisme
- Habitants du territoire souhaitant découvrir l’activité
- Public intergénérationnel, avec une forte présence associative

IMPACTS

- Renforcement du lien social autour d’une pratique sportive accessible
- Valorisation du sport comme levier de santé et de bien-être
- Dynamisation du réseau associatif cycliste local
- Encouragement à la pratique régulière du vélo

CLÉS DE RÉUSSITE

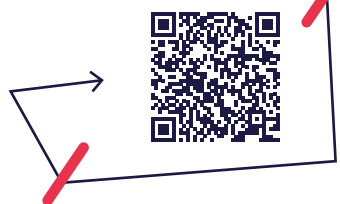
- Forte implication des associations locales dans l’organisation
- Format non compétitif favorisant l’inclusion et la mixité des niveaux
- Ancrage territorial de l’événement et connaissance fine des publics
- Ambiance conviviale facilitant l’adhésion des nouveaux pratiquants

PERSPECTIVES

- Développement de la participation des jeunes et des familles
- Renforcement de la communication pour élargir les publics non licenciés
- Structuration de l’événement comme rendez-vous annuel incontournable
- Possibilité d’élargir les partenariats associatifs et institutionnels sur le territoire



En savoir +



> Partenaires

Établissements scolaires participants • Collectivités territoriales traversées • Bénévoles et associations locales • Acteurs de la prévention, du sport et de la citoyenneté

“ Cette initiative a permis de partager un moment collectif de solidarité et de lien social. ”

AKATIJ – Acronyme de
"An nou Kombat Ansanm Tout Inégalité di Jodla"

CAARUD

Centre d'Accueil et
d'Accompagnement à la Réduction
des Risques pour Usagers de
Drogues

DISTRIBUTION SOLIDAIRE

Guyane

À Saint-Laurent-du-Maroni, certaines populations vivent en situation de grande précarité, aggravée par des difficultés d'accès aux services essentiels, des situations d'exclusion sociale et, pour certaines personnes, des problématiques liées aux consommations de substances psychoactives. Dans ce contexte, des actions d'urgence et de solidarité sont nécessaires pour répondre aux besoins immédiats et recréer du lien social.

La distribution solidaire est une action portée par l'équipe du CAARUD MAMIO (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues) de Saint-Laurent-du-Maroni, avec le soutien de bénévoles. Elle consiste en la mise en place d'une distribution de soupe populaire à destination des personnes sinistrées et des habitants en grande précarité, dans l'espace public.

OBJECTIFS

- Apporter une aide alimentaire immédiate aux personnes vulnérables
- Soutenir les personnes fragilisées, notamment celles concernées par des addictions
- Renforcer le lien social et créer un temps de rencontre convivial

ACTIONS RÉALISÉES

- Organisation d'une distribution de soupe populaire à l'entrée du village chinois
- Mobilisation de l'équipe du CAARUD MAMIO et de bénévoles
- Accueil des habitants sinistrés par un incendie et des personnes en situation de précarité
- Mise en place d'un temps d'échange informel autour d'un repas chaud et réconfortant

PUBLICS CONCERNÉS

- Personnes sinistrées par un incendie
- Habitants en situation de grande précarité
- Personnes confrontées à des consommations de substances psychoactives
- Public en situation d'exclusion ou de fragilité sociale

IMPACTS

- Réponse immédiate à un besoin alimentaire de première nécessité
- Réduction de l'isolement des personnes en situation de précarité
- Renforcement du lien social dans l'espace public
- Valorisation d'une approche bienveillante et non stigmatisante des publics vulnérables

CLÉS DE RÉUSSITE

- Intervention de proximité au plus près des lieux de vie des publics
- Mobilisation conjointe professionnels / bénévoles
- Approche globale combinant aide matérielle et lien social
- Capacité à intervenir rapidement en contexte de crise ou d'urgence sociale

PERSPECTIVES

- Pérennisation de ce type d'actions de solidarité de proximité
- Renforcement des dispositifs d'allers-retours pour les publics très précaires
- Développement de partenariats associatifs et institutionnels locaux
- Inscription de ces initiatives dans une dynamique plus large de réduction des risques et de lutte contre l'exclusion



En savoir +



Partenaires

Bénévoles • Acteurs locaux de l'accompagnement social •
Partenaires de l'aide alimentaire et de la solidarité

“ Ce patrimoine naturel
et exceptionnel, c’est notre avenir
à tous. Ensemble, nous agissons
pour le préserver et le transmettre. ”



CONSERVATION DE MILIEUX NATURELS

La Réunion

Île tropicale à forte biodiversité, La Réunion est reconnue comme un hotspot mondial mais fait face à des pressions importantes : urbanisation, espèces invasives, dégradation des milieux naturels et effets du changement climatique. Dans ce contexte, la protection et la gestion concertée des espaces naturels constituent un enjeu majeur, associant citoyens, scientifiques et institutions.

La SREPEN (Société Réunionnaise pour l'Étude et la Protection de l'Environnement) est une association fondée en 1971 qui agit pour la connaissance et la protection de la biodiversité réunionnaise. Elle mène des actions d'expertise scientifique, de plaidoyer environnemental, de sensibilisation du public et participe à la gestion et la création d'espaces protégés.



OBJECTIFS

- Connaître, étudier et documenter la biodiversité locale
- Protéger les espèces et milieux naturels menacés
- Sensibiliser les habitants aux enjeux environnementaux
- Contribuer aux politiques publiques de protection de la nature

ACTIONS RÉALISÉES

- Études et expertises sur la faune, la flore et les écosystèmes réunionnais
- Actions de protection ayant contribué à des réussites emblématiques (tortue verte, bois de senteur blanc, tuit-tuit)
- Participation à la création ou à la gestion d'espaces protégés (ex : réserve naturelle de la Roche Écrite)
- Actions de sensibilisation, animations nature et publications scientifiques
- Participation à des commissions et instances environnementales

PUBLICS CONCERNÉS

- Grand public (habitants de La Réunion)
- Scolaires et jeunes publics
- Scientifiques, experts et naturalistes
- Collectivités et acteurs institutionnels
- Réseau associatif environnemental

IMPACTS

- Amélioration des connaissances sur la biodiversité locale
- Protection renforcée de plusieurs espèces emblématiques et menacées
- Contribution à la création de dispositifs de protection de la nature
- Développement d'une culture environnementale partagée sur le territoire
- Renforcement du dialogue entre citoyens et décideurs publics

CLÉS DE RÉUSSITE

- Ancrage historique fort (association active depuis plus de 50 ans)
- Expertise scientifique reconnue et travail de terrain régulier
- Capacité à fédérer chercheurs, citoyens et institutions
- Action combinée entre production de connaissances et plaidoyer
- Inscription dans des réseaux nationaux et internationaux (ex : France Nature Environnement)

PERSPECTIVES

- Renforcement des actions face aux impacts du changement climatique
- Poursuite de la protection des espèces endémiques et habitats sensibles
- Développement des actions de sensibilisation auprès des jeunes générations
- Intensification des partenariats scientifiques et institutionnels
- Contribution continue à la gestion durable des espaces naturels de l'île

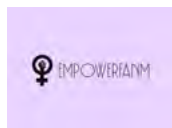
En savoir +



> Partenaires

Établissements scolaires • Collectivités territoriales • Acteurs de la protection de l'environnement • Réseau associatif local et bénévoles engagés

« Le projet Empowerfanm est un dispositif collaboratif public-privé créé pour favoriser l'insertion des femmes dites « invisibles » dans les quartiers prioritaires de Fort-de-France. »



EMPOWERFANM

En Martinique, de nombreuses femmes en situation de grande précarité demeurent éloignées des dispositifs d'accompagnement, de formation et d'insertion professionnelle. Certaines ont subi des violences, d'autres sont confrontées à l'isolement social ou à des parcours de vie marqués par de multiples ruptures. Face à ces situations, un accompagnement global et coordonné apparaît indispensable pour favoriser leur inclusion sociale et professionnelle durable.

Empowerfanm est un projet déployé de 2025 à 2028 par un consortium piloté par D'Antilles et D'Ailleurs. Il vise à favoriser l'insertion socio-professionnelle durable des femmes en grande précarité à travers une démarche fondée sur le repérage, la remobilisation, l'accompagnement global et la coordination des acteurs.

Le projet repose sur un accompagnement à 360° permettant un suivi personnalisé des bénéficiaires à chaque étape de leur parcours vers l'autonomie et l'emploi.

OBJECTIFS

- Favoriser l'insertion socio-professionnelle durable des femmes en situation de précarité
- Renforcer leur autonomie et leur pouvoir d'agir
- Faciliter l'accès à l'emploi, à la formation et à l'entrepreneuriat
- Construire une réponse coordonnée mobilisant acteurs associatifs, institutionnels et économiques

ACTIONS RÉALISÉES

- Repérage et mobilisation des femmes les plus éloignées des dispositifs d'accompagnement
- Accompagnement global et individualisé vers l'autonomie et l'insertion professionnelle
- Ateliers collectifs favorisant la remobilisation, la confiance en soi et le développement des compétences
- Orientation vers la formation, l'emploi ou l'entrepreneuriat
- Suivi des parcours et sécurisation de l'insertion dans la durée

PUBLICS CONCERNÉS

- Femmes en situation de grande précarité
- Femmes victimes de violences
- Femmes issues des migrations en situation de vulnérabilité
- Femmes confrontées à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle

IMPACTS

- 120 femmes accompagnées sur la période sur 4 ans
- 100 % des bénéficiaires inscrites à France Travail
- 72 % orientées vers une formation certifiante ou qualifiante
- 15 % en emploi, dont 8 % en emploi durable (de + de 6 mois)
- 5 % engagées dans une création ou reprise d'entreprise
- Renforcement de l'autonomie, de la confiance en soi et du pouvoir d'agir des participantes

CLÉS DE RÉUSSITE

- Complémentarité des expertises des membres du consortium
- Accompagnement à 360° articulant dimensions sociales, professionnelles et entrepreneuriales
- Travail de proximité favorisant le repérage des publics les plus éloignés
- Mobilisation d'un réseau de partenaires au service des bénéficiaires
- Collaboration étroite entre les acteurs du projet

PERSPECTIVES

- Renforcer l'accès à l'emploi durable, à la formation et à l'entrepreneuriat
- Consolider les coopérations entre acteurs du territoire
- Poursuivre le repérage des femmes les plus éloignées des dispositifs de droit commun
- Faire émerger un modèle d'accompagnement reproductible sur d'autres territoires ultramarins

En savoir +



> Partenaires

Mouvement du Nid Martinique • Réseau d'entrepreneuses L.I.L.A.S • Le trois lieu • MUDHA (Movimiento de Mujeres Dominicano-Haitianas) • Réseau de partenaires institutionnels, sociaux et économiques du territoire • France Travail • Acteurs de l'insertion, de la formation et de l'accompagnement des femmes • La DRETS • l'Union européenne



“ La transformation digitale de la société implique un recours croissant au numérique pour toutes les démarches administratives. Or, comme en Hexagone, à Mayotte beaucoup d'habitants n'ont pas été formés à cela et souffrent d'illectronisme. ”



Mayotte

MOBILITÉ SOLIDAIRE

Dans le nord de Mayotte, une partie importante de la population rencontre des difficultés d'accès aux services publics. L'éloignement géographique, la fracture numérique, le coût des déplacements et le manque d'information renforcent les situations de non-recours aux droits. Dans ce contexte, il est nécessaire de développer des dispositifs « d'aller-vers » pour rapprocher les services des habitants.

La Rur@linette est un dispositif mobile d'accompagnement numérique et administratif porté par Familles Rurales Mayotte. Labellisé France Services, ce véhicule itinérant intervient dans les communes du nord de l'île pour accompagner les habitants dans leurs démarches administratives du quotidien, au plus près de leur lieu de vie.

OBJECTIFS

- Favoriser l'accès aux droits et réduire le non-recours
- Accompagner les habitants dans les démarches administratives et numériques
- Renforcer le lien social grâce à un service de proximité
- Limiter les contraintes de déplacement pour les usagers

ACTIONS RÉALISÉES

- 1742 accompagnements réalisés en 2024 (environ 10 par jour)
- Forte demande sur les démarches administratives et sociales :
 - 664 accompagnements CSSM
 - 597 accompagnements DGFIP
 - 133 accompagnements CAF
 - 53 accompagnements France Travail
 - 11 démarches ANTS (cartes d'identité, passeports)
 - 6 demandes diverses (logement, énergie...)
 - 4 accompagnements liés à la justice
- Interventions régulières dans les communes du nord de Mayotte

PUBLICS CONCERNÉS

- Habitants du nord de Mayotte
- Personnes éloignées des services publics
- Usagers en difficulté avec les démarches numériques
- Public majoritairement féminin (86 %)
- Adultes actifs principalement (27-45 ans majoritaires)

IMPACTS

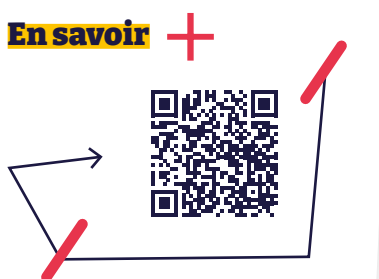
- Amélioration de l'accès aux droits sociaux et administratifs
- Réduction des déplacements et des coûts pour les usagers
- Renforcement de l'inclusion numérique
- Lutte contre le non-recours aux droits
- Création d'un service de proximité renforçant le lien social

CLÉS DE RÉUSSITE

- Dispositif mobile adapté aux contraintes géographiques et sociales
- Présence régulière sur les territoires isolés
- Accompagnement humain individualisé
- Forte adéquation entre besoins des habitants et services proposés
- Identification précise des démarches les plus sollicitées permettant d'adapter l'offre

PERSPECTIVES

- Développement de nouveaux services itinérants complémentaires
- Renforcement de la couverture territoriale
- Adaptation continue aux besoins numériques croissants
- Pérennisation du modèle mobile comme outil d'accès aux droits
- Extension possible des partenariats avec les opérateurs publics et sociaux



> Partenaires

Réseau France Services • CSSM • CAF • DGFIP • France Travail • ANTS • Collectivités et partenaires institutionnels du territoire

Les membres nationaux & régionaux

***Animafac**
Le réseau des associations étudiantes

association PRÉVENTION ROUTIÈRE

Banques Alimentaires

Onajep
Le réseau pour les jeunes volontaires en service civique
au service de l'éducation populaire

Cofac
Coordination des Fédérations et Associations de Culture et de Communication

COLLECTIF MENTORAT

COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS

Familles rurales
Vivre mieux !

COORDINATION SUD
SAOENNEUR BAGIE
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

DÉMOCRATIE OUVERTE

F3E

Les pep
La solidarité en action

FUB
le vélo au quotidien

FNCiOFF
Fédération nationale des CIOFF

France Bénévolat

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

FRENE

Mouvement Européen France

Compagnie

La Fonda
fabrique associative

la ligue de l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire

LE MOUVEMENT DES RÉGIES

Solidarité femmes

Habitat Jeunes UNHAI

les petits débrouillards

le planning familial

LDH
Fondée en 1958

Mona Lisa
MOBILISATION NATIONALE CONTRE L'ISOLEMENT DES ÂGÉS

APF France handicap

Passerelles et Compétences

junior
Réseau National des Juniors Associatifs

Réseau National des Ressourceries & Recycleries

UNAT
Le tournant au service des hommes et des territoires

FÉDÉRATION AMICTION

Talents Seniors Bénévoles
NOTRE ENGAGEMENT EN PARTAGE

UFCV

Unaf
UNIS POUR LES FAMILLES

MJC DE FRANCE
L'éduc pop en mouvement

RÉSEAU COCAGNE

UNIOPSS
Unir les associations pour développer la Solidarité

UnisCité

EMMAÛS FRANCE

Centres Sociaux

cpie
UNION NATIONALE le vivant en commun

FÉDÉRATION DES AVEUGLES DE FRANCE

Tiers-Lieu
L'association Nationale

#LesAssosFontMouvement

Le MOUVEMENT ASSOCIATIF

www.lemouvementassociatif.org
contact@lemouvementassociatif.org



@LEMOUVEMENTASSO



LE MOUVEMENT ASSOCIATIF

Rapprochez-vous du Mouvement associatif de votre région

